

Une activité régionale en dents de scie au troisième trimestre 2018

L'emploi salarié total croît faiblement au troisième trimestre 2018 en Auvergne-Rhône-Alpes. La réduction des effectifs dans le secteur public est compensée par un secteur privé assez vigoureux. L'emploi intérimaire continue son repli. Les secteurs de la construction et du tertiaire marchand hors intérim sont les plus dynamiques. Le taux de chômage repart légèrement à la hausse ce trimestre. Les créations d'entreprises atteignent un nouveau record. Les mises en chantier de logements se maintiennent mais les autorisations à la construction chutent. Les hôtels de la région profitent d'une saison estivale particulièrement propice.

Annelise Robert, Frédéric Lahi, Insee

Rédaction achevée le 3 janvier 2019

L'emploi salarié amorce une légère reprise

En Auvergne-Rhône-Alpes, l'emploi salarié total reprend une croissance modérée au troisième trimestre 2018 (+ 0,1 %) après un trimestre de pause (figure 1). Ce rythme est similaire à celui de la France hors Mayotte. Dans la région, le secteur privé gagne 3 400 salariés. Cette légère hausse compense les pertes dans le secteur public, dues entre autres à la suppression de contrats aidés.

Le secteur tertiaire, qui représente 77 % de l'emploi total, est stable. Pourtant les emplois du tertiaire marchand hors intérim augmentent de 0,2 % grâce à la création de 2 300 emplois. Cette hausse est neutralisée par le coup de rabot sur l'intérim (- 0,7 %) et le tertiaire non marchand (- 0,1 %). Pour le quatrième trimestre consécutif, l'industrie augmente légèrement (+ 0,1 %). La construction reprend un peu de couleurs avec une hausse de 0,4 %.

Sur un an, Auvergne-Rhône-Alpes gagne 23 900 emplois, soit une hausse de 0,7 %, similaire au niveau national. Le secteur public est en repli de 0,4 %, tant en France que dans la région. En revanche, le secteur privé est énergique avec une progression de 1,1 % en glissement annuel (plus rapide de 0,1 point que le rythme national).

Trois départements dopent l'économie régionale

Le Puy-de-Dôme, le Rhône et la Savoie contribuent au dynamisme de l'emploi total dans la région, avec des hausses comprises entre 0,2 % (Savoie) et 0,5 % (Rhône).

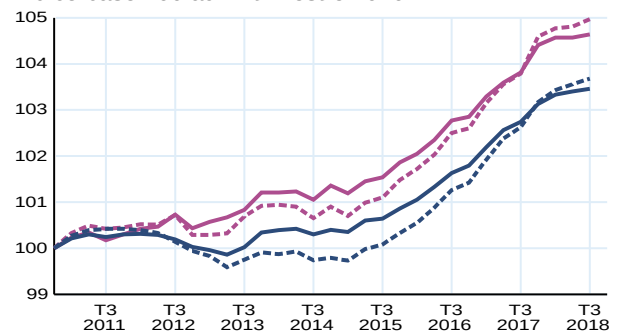
La Haute-Savoie est stable. Les autres départements subissent des pertes s'échelonnant de - 0,1 % à - 0,4 %.

En glissement annuel, la Haute-Loire et l'Allier sont en repli (respectivement - 0,2 % et - 0,5 %). L'emploi est stable en Ardèche. Il augmente légèrement dans le Cantal, la Loire et le Puy-de-Dôme. Les autres départements connaissent des hausses conséquentes, comprises entre 0,5 % (Drôme) et 1,6 % (Rhône).

1 Évolution de l'emploi salarié

— emploi salarié total - Auvergne-Rhône-Alpes
— emploi salarié total - France hors Mayotte
— emploi salarié privé - Auvergne-Rhône-Alpes
— emploi salarié privé - France hors Mayotte

Indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Champ : emploi salarié total

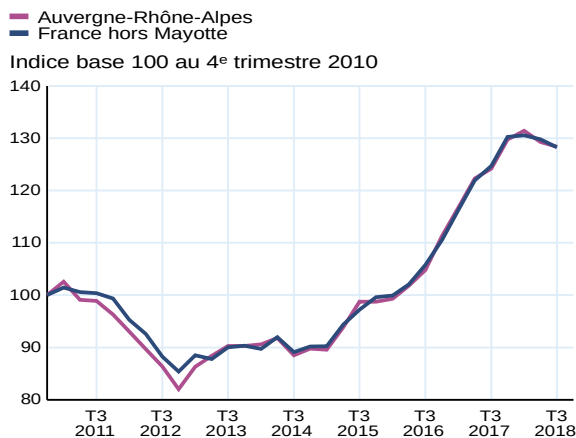
Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee.

Dans l'intérim, un semestre de régression

Pour le second trimestre consécutif, le nombre d'intérimaires diminue. La baisse est de 800 emplois, soit - 0,7 %, un rythme plus modéré qu'avant l'été (- 1,6 %). Au niveau national, la perte d'emplois est plus rapide puisque ce secteur baisse de 1,2 % (figure 2). Le Puy-de-Dôme et le Rhône, en hausse de respectivement 1,5 % et 2,4 %, ne sont pas touchés par ce recul. L'Allier, le Cantal et la Savoie restent stables. Sur l'année, l'évolution du secteur demeure positive, avec un gain de 3 600 intérimaires, soit + 3,3 %.

2 Évolution de l'emploi intérimaire



Une croissance presque atone dans l'ensemble des secteurs

En Auvergne-Rhône-Alpes, le secteur de l'**industrie** reprend lentement sa hausse (+ 0,1 %) au troisième trimestre 2018, alors qu'il stagne au niveau national. L'Allier et le Puy-de-Dôme n'ont pas retrouvé de vigueur, l'Ardèche et le Rhône restent stables. L'Ain et l'Isère suivent le rythme régional. Les autres départements sont plus dynamiques, avec des progressions supérieures à 0,3 %. 87 % des créations d'emplois industriels concernent la fabrication d'équipements électroniques, de machines ou d'autres produits industriels, soit une hausse de 0,2 % pour ces secteurs. Seule l'industrie agroalimentaire est en berne.

Sur un an, l'industrie dans son ensemble augmente de 0,8 %, alors qu'elle ne croît que de 0,1 % en France. Tous les secteurs industriels sont dynamiques, notamment la fabrication de matériel de transport (+ 2,2 %). La hausse concerne tous les départements, à l'exception de l'Ardèche (- 0,5 %) et du Puy-de-Dôme (- 1,6 %).

Dans la région, le secteur de la **construction** accélère au troisième trimestre, avec une hausse de 0,4 % après + 0,1 %, et atteint le rythme national. Au total, près de 800 emplois ont été créés (figure 3), dont plus des quatre cinquièmes dans la Drôme ou le Rhône. En glissement annuel, la construction, en hausse de 2,0 %, est légèrement moins dynamique qu'en France (+ 2,2 %). Trois départements (l'Allier, l'Ardèche et la Haute-Loire) ont perdu des emplois dans ce secteur, alors que la Drôme, le Rhône et la Savoie ont des croissances supérieures à 3,0 %.

Les **services marchands hors intérim** progressent de 0,2 %, rythme constant depuis un semestre et identique au niveau national. L'essentiel des gains d'emplois se situent dans l'Isère, le Rhône et la Savoie. L'emploi dévise dans le transport et l'entreposage, ainsi que dans les autres activités de services (respectivement - 0,3 % et - 0,5 %), avec la suppression de près de 1 150 emplois pour ces deux secteurs. À l'inverse, l'information et la communication (+ 1,7 % et + 1 200 emplois), ainsi que les activités scientifiques et techniques (+ 0,7 % et + 2 000 emplois), sont particulièrement porteuses. En douze mois, le tertiaire marchand hors intérim augmente de 1,3 %, soit 16 000 emplois créés. Seuls le Cantal et

l'Allier perdent des salariés dans ce secteur. À l'exception des activités immobilières et des autres activités de service, qui sont en recul, les autres services marchands hors intérim sont en expansion.

3 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur

Secteur d'activité	Effectif au 3 ^e trimestre 2018	Évolution par rapport au 2 ^e trimestre 2018			Évolution sur un an (en %)
		En effectif	En %	France métropolitaine (en %)	
Agriculture	25 800	+ 300	+ 1,0	+ 0,6	+ 1,6
Industrie	481 800	+ 700	+ 0,1	0,0	+ 0,8
Construction	177 000	+ 800	+ 0,4	+ 0,4	+ 2,0
Tertiaire marchand hors intérim	1 276 600	+ 2 300	+ 0,2	+ 0,2	+ 1,3
Intérim	110 900	- 800	- 0,7	- 1,2	+ 3,3
Tertiaire non marchand	931 300	- 1 100	- 0,1	- 0,1	- 0,4
Ensemble	3 003 300	+ 2 100	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,8

Champ : emploi salarié total.

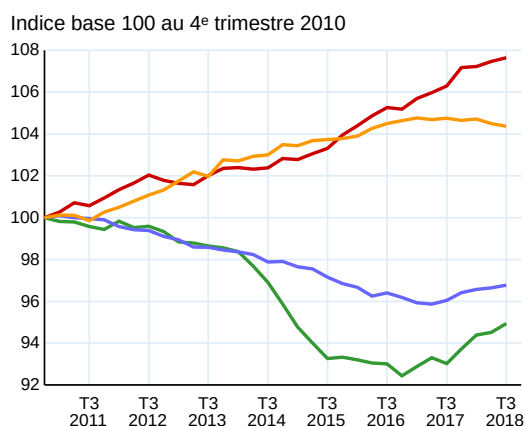
Note : données corrigées des variations saisonnières et arrondies pour les effectifs.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee.

Le **secteur tertiaire non marchand** continue de perdre des emplois, mais à un rythme un peu moins marqué (- 0,1 % ce trimestre après - 0,2 %) (figure 4). Ce sont près de 1 000 emplois qui ont disparu en trois mois. Ces suppressions s'expliquent en partie par la fin des contrats aidés. Alors que le Rhône et le Puy-de-Dôme créent des emplois (1 200 à eux deux, correspondant à des hausses de 0,3 % et 0,5 %), les deux Savoie suivent la moyenne régionale. Les autres départements sont en fort repli, jusqu'à - 0,6 %. Sur un an, le non-marchand est la seule branche à reculer (- 0,4 %).

4 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur

— Construction — Industrie
— Tertiaire marchand hors intérim
— Tertiaire non marchand



Avertissement : Auparavant, les estimations trimestrielles d'emploi (ETE) publiées au niveau localisé (région et département) portaient seulement sur les salariés du secteur marchand - hors agriculture et activité des particuliers employeurs - en France métropolitaine. Depuis la publication de juin 2018, le champ des ETE localisées est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié et aux départements d'outre-mer (hors Mayotte). Par rapport à la situation antérieure, sont donc ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

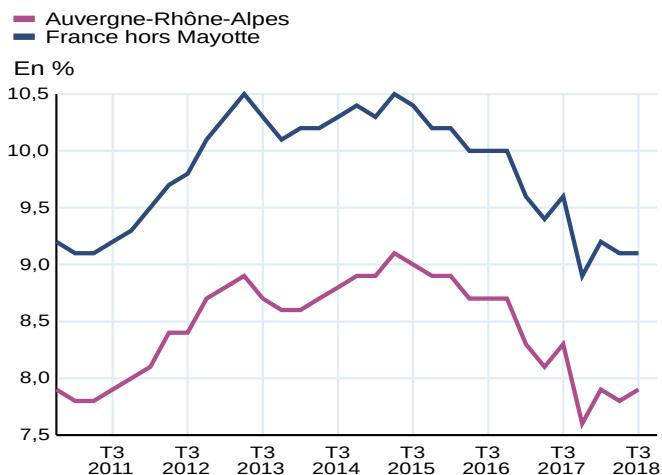
De plus, une distinction des emplois « privé » et « public », établie à partir de la catégorie juridique des employeurs, est disponible au niveau régional. Les niveaux de l'emploi « privé » publiés par les Urssaf et par l'Insee diffèrent du fait d'écart de champ et de légères différences peuvent exister sur les taux d'évolution (effets de composition liés aux écarts de niveaux).

Parallèlement, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, en particulier durant la phase de montée en charge de la DSN.

Hausse réduite du taux de chômage régional sur le trimestre

Au troisième trimestre, le **taux de chômage** s'élève à 7,9 % de la population active en Auvergne-Rhône-Alpes, soit 1,2 point de moins qu'en France (*figure 5*). Contrairement au chiffre national qui reste stable, le taux de chômage de la région augmente (+0,1 point), à l'instar de six autres régions. Sur les 12 derniers mois, le taux de chômage régional recule de 0,4 point, contre -0,5 point en France.

5 Évolution du taux de chômage



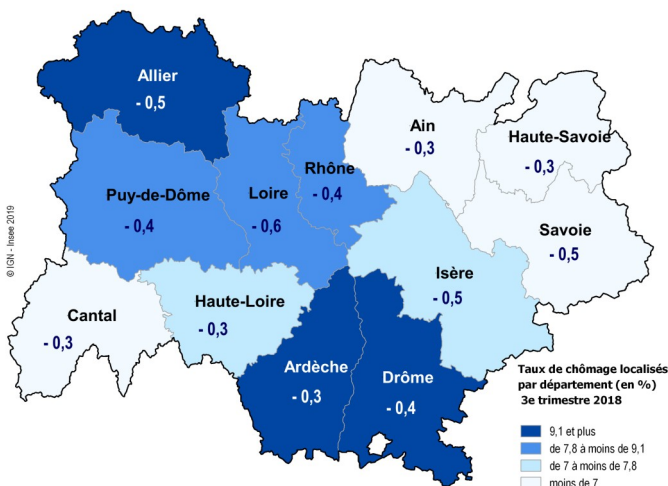
Note : données corrigées des variations saisonnières en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, *taux de chômage localisés (Auvergne-Rhône-Alpes) et au sens du BIT (France)*.

Au niveau départemental, les taux de chômage varient de 5,5 % pour le Cantal à 10,1 % pour l'Ardèche et la Drôme. Ces deux départements, avec l'Allier (9,7 %), dépassent le niveau national. Hormis le Puy-de-Dôme et la Savoie qui restent stables, tous les départements de la région connaissent une augmentation du chômage sur le trimestre, jusqu'à +0,3 point pour l'Ain et le Rhône.

Sur un an, à l'inverse, le taux de chômage est en retrait sur l'ensemble des départements, avec des réductions de -0,5 point pour l'Allier, l'Isère et la Savoie et jusqu'à -0,6 point pour la Loire (*figure 6*).

6 Taux de chômage et évolution sur un an par département



Note de lecture : l'évolution du taux de chômage sur un an dans le Rhône est de -0,4 point.

Note : données provisoires pour le 3^e trimestre 2018.

Source : Insee, *taux de chômage localisés*.

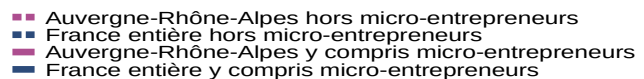
Nouveau record des créations d'entreprises

Au troisième trimestre 2018, plus de 21 000 **entreprises ont été créées** dans la région, soit une hausse de 4,1 % par rapport au trimestre précédent. Le rythme est nettement plus appuyé qu'au niveau national (+0,3 %). Sur un an, la hausse atteint 18,2 % (*figure 7*). Tous les secteurs d'activité contribuent à cet accroissement, en particulier le commerce (+8,9 %) et l'industrie (+6,2 %). La construction et les services augmentent plus timidement (aux environs de +2 %), mais représentent à eux seuls près de six créations d'entreprises sur sept dans la région. La France compte 173 000 nouvelles entreprises. Auvergne-Rhône-Alpes y contribue à hauteur de 12 %.

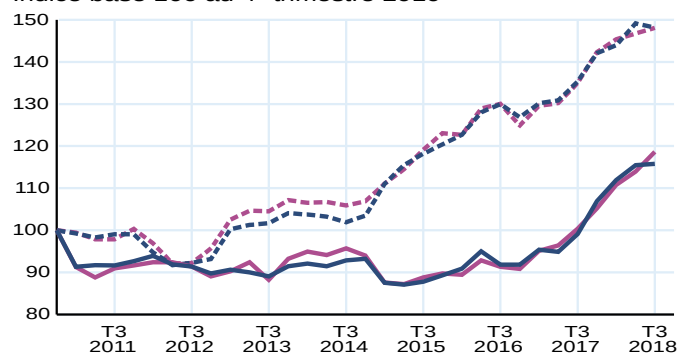
Les immatriculations de micro-entreprises dans la région enregistrent une forte hausse (+8,5 %), avec 9 400 créations sur le trimestre. Sur une année, les immatriculations augmentent de 31 %. Au niveau national, l'augmentation est moins nette (+1,5 % sur le trimestre et +28 % sur l'année). Les créations d'entreprises classiques s'accroissent plus modérément, à +0,9 % sur le trimestre. À l'inverse, et pour la première fois en deux ans, les créations d'entreprises classiques diminuent au niveau national (-0,7 %). Dans la région, la tenaille se resserre entre les immatriculations d'entreprises classiques (55 %) et celles de micro-entreprises (45 %).

Auvergne-Rhône-Alpes compte 6 100 défaillances d'entreprises sur les 12 derniers mois et reste sur la tendance du trimestre précédent, soit un recul de 7,3 % sur une année (-2,9 % en France).

7 Évolution des créations d'entreprises



Indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).

Source : Insee, *REE (Répertoire des entreprises et des établissements - Sirene)*.

Les autorisations de construction de logements s'affaissent mais les mises en chantier conservent leur niveau

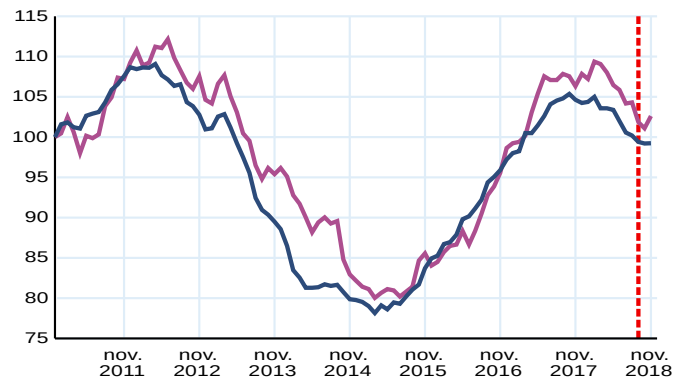
Entre octobre 2017 et septembre 2018, 66 500 **logements ont été autorisés** à la construction dans la région, soit une baisse de 3,8 % par rapport au cumul annuel du deuxième trimestre (*figure 8*). Comparé à l'année précédente, les autorisations sont en repli de 5,5 %, tant au niveau national que régional. Les autorisations de construction d'Auvergne-Rhône-Alpes représentent près de 15 % du total national.

Cette tendance baissière s'explique par les replis assez marqués du Rhône, de la Haute-Loire, du Cantal, de l'Ardèche et de l'Allier, avec des baisses supérieures à 10 % sur un an. Les autres départements sont en outre assez atones. Seules la Loire et la Savoie se démarquent avec respectivement 7 % et 10 % de hausse par rapport à l'année dernière.

8 Évolution du nombre de logements autorisés

— Auvergne-Rhône-Alpes
— France hors Mayotte

Indice base 100 en décembre 2010



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente le cumul des 12 derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.
Source : SDES, Sit@del2.

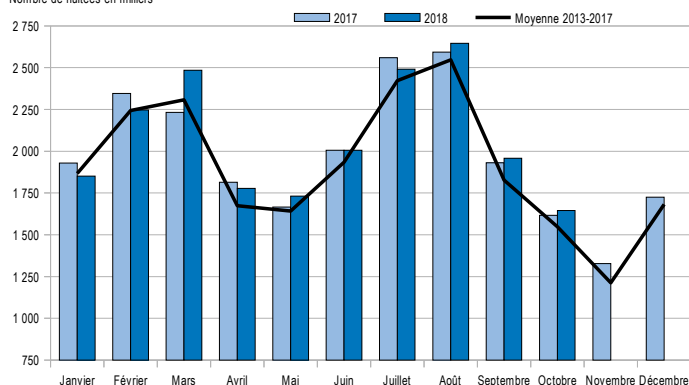
À l'inverse, les **mises en chantier de logements** augmentent de 3,4 % sur un an, une progression similaire à celle de la France (+ 2,5 %). En comparaison du cumul annuel du deuxième trimestre 2018, la région reste stable (+ 0,7 %) tandis que le niveau national enregistre un léger retrait (- 1,3 %). Le repli du Rhône (- 4,7 % sur un an) est compensé notamment par les hausses de la Savoie, du Puy-de-Dôme, des deux Loire et de l'Isère.

Un mois d'août record pour l'hôtellerie

L'**activité hôtelière** du troisième trimestre garde le rythme soutenu de l'année précédente, avec 7,1 millions de nuitées. Après un mois de juillet caniculaire en léger retrait, le mois d'août se démarque par une fréquentation sans précédent de 2 650 000 nuitées (figure 9). L'été a réussi aux départements alpins, qui enregistrent les plus fortes hausses avec + 1,8 % pour la Haute-Savoie, + 2,8 % pour l'Isère et + 4,8 % pour la Savoie. À l'inverse, l'Ain, l'Allier, l'Ardèche, le Cantal et la Haute-Loire sont en repli (de - 2,8 % à - 4,9 %). La fréquentation en Haute-Loire continue sa baisse amorcée au début de l'année (- 9,2 % sur les 12 derniers mois). Le taux d'occupation des chambres de la région atteint 62 %.

9 Évolution de la fréquentation dans les hôtels

Nombre de nuitées en milliers



Note : données mensuelles brutes.

Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE, enquête hôtellerie 2013-2018.

Insee Auvergne-Rhône-Alpes
165 rue Garibaldi - BP 3184
69401 Lyon cedex 03

Directeur de la publication :
Jean-Philippe Grouthier

Rédaction en chef :
Aude Lécroart
Philippe Mossant

ISSN (en ligne) : 2493-0822

© Insee 2019

Pour en savoir plus

• « Du pouvoir d'achat dans un contexte de ralentissement européen », Note de conjoncture nationale, Insee, décembre 2018 <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3681952>

La clientèle d'affaires chute dans la région (- 8 % en glissement annuel). L'Ain, la Drôme et les deux Loire notent des baisses de leur fréquentation professionnelle comprises entre - 10 % et - 19 %. L'Isère, le Rhône et la Haute-Savoie, qui cumulent la moitié de cette clientèle dans la région, enregistrent une baisse proche de la moyenne régionale. Au niveau national, la fréquentation hôtelière d'affaires diminue plus modérément (- 3 %).

La clientèle de résidents étrangers progresse légèrement et représente 28 % de la fréquentation régionale. Seuls les quatre départements auvergnats connaissent un déclin de leur fréquentation de non-résidents français. ■

La croissance européenne s'essouffle un peu

Les climats des affaires sont globalement en baisse à l'automne 2018, suggérant un ralentissement économique, dans un contexte de tensions commerciales. L'activité des États-Unis résisterait un peu grâce à des dépenses publiques vigoureuses, mais ralentirait tout de même à l'horizon de la prévision (mi-2019). La Chine, comme d'autres pays émergents, présenterait des signes d'essoufflement. Les économies de la zone euro, soumises à des incertitudes persistantes (modalités du Brexit, situation budgétaire italienne, tensions sociales en France) ralentiraient même si les stimuli budgétaires programmés en 2019 soutiendraient la consommation des ménages.

En France, le soutien apporté au pouvoir d'achat des ménages limiterait le ralentissement de l'activité

Au troisième trimestre 2018, l'activité a progressé de 0,3 % en France après deux trimestres de croissance plus modérée (+ 0,2 % par trimestre). La reprise de la consommation des ménages est principalement à l'origine de ce rebond.

Le contexte international, mais également le mouvement des gilets jaunes, pèserait sur la croissance française en fin d'année 2018. L'activité économique ne progresserait que de 0,2 % au quatrième trimestre avant de se redresser au premier semestre 2019 (+ 0,4 % puis + 0,3 % par trimestre). Les gains de pouvoir d'achat des ménages prévus fin 2018 et début 2019 soutiendraient la consommation au premier semestre 2019.

En moyenne annuelle, l'acquis de croissance pour la France en 2019 serait de + 1,0 % à mi-année (après + 1,5 % prévu pour l'ensemble de l'année 2018). L'acquis de croissance du pouvoir d'achat (mesuré au niveau global) serait de + 2,0 % à la mi-2019 (après + 1,4 % sur l'ensemble de l'année 2018).

